

Lettre ouverte aux organisations et aux militants du Comité international

BUREAU DU SECRETARIAT UNIFIE DE LA IV^e INTERNATIONALE

EN décembre 1981, Pierre Lambert, dirigeant de l'Organisation communiste internationaliste, saluait avec une emphase hors de proportion la naissance du Comité international : « *En un an, nous avons fait un bond en avant comme il n'y en a jamais eu dans l'histoire de la IV^e Internationale. Le seul bond en avant comparable dans l'histoire du mouvement ouvrier international est celui qui a eu lieu pour la constitution de la III^e Internationale après la victoire de la Révolution russe...* »

Plus dure sera la chute. Dix mois après sa constitution, et deux ans après la formation du Comité paritaire, le Comité international s'entre-déchire publiquement. Quel que soit le partage des responsabilités, cet échec précoce n'est que la rançon d'une politique sans principe.

Dès le départ, une politique qui tourne le dos à la révolution

Jamais une organisation révolutionnaire saine et viable ne se construira en tournant le dos à la révolution ou en pariant sur sa défaite. C'est pourtant là l'acte de naissance véritable du Comité international face à la révolution au Nicaragua.

En dirigeant la lutte qui, au prix de dizaines de milliers de morts, a abouti au renversement insurrectionnel de Somoza et à l'ouverture d'une situation de dualité de pouvoir au Nicaragua, le Front sandiniste a agi

comme une direction révolutionnaire. La première tâche de la IV^e Internationale et le premier devoir de tout internationaliste était de s'engager sans réserve dans le soutien à la révolution nicaraguayenne et dans sa défense face aux menaces impérialistes. A cette condition seulement, nous gagnerions le droit au dialogue et, quand nécessaire, à la critique fraternelle envers la direction sandiniste.

Les forces regroupées au sein du Comité paritaire considéraient, au contraire, qu'en août 1979, le Front sandiniste avait mis fin à une brève situation de dualité de pouvoir ouverte par la chute de Somoza. De concert avec la direction castriste, il était désormais engagé, avec le Gouvernement de reconstruction nationale, dans une entreprise de restauration de l'Etat et de l'armée bourgeoise, dans une politique de compromissions avec l'impérialisme et d'étouffement des libertés démocratiques. En bonne logique, vous vous êtes engagés en priorité dans une campagne internationale contre la répression au Nicaragua ! Ce fut votre première manifestation publique.

C'est l'une des pages les plus noires qui aient été écrites, hélas, au nom du trotskisme.

Deux années ont passé.

En s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et des paysans du Nicaragua, le Front sandiniste a impulsé la campagne d'alphabétisation et lancé la construction des milices populaires. Il a modifié la composition du Conseil d'Etat au profit des organisations ouvrières et populaires, provoquant par là le retrait du gouvernement des principaux représentants de la bourgeoisie. Il a approfondi la réforme agraire et multiplié les

mesures contre le sabotage capitaliste. Il a résisté à la campagne des forces conservatrices en faveur d'une institutionnalisation bourgeoise et a riposté aux tentatives séditeuses du patronat organisé dans le COSEP, organe dirigeant de la bourgeoisie. Il a affirmé sa solidarité active avec la révolution salvadorienne. Dans chaque épreuve de force avec la bourgeoisie, il s'est affirmé comme le centre réel du pouvoir et la force hégémonique du gouvernement.

Il ne s'agit pas d'une progression linéaire. Il y a des limites, des contradictions, sûrement des erreurs, qui doivent être mises en rapport avec le poids du contexte international et de l'héritage d'une dictature qui a duré un demi-siècle. Mais la tendance générale ne fait aucun doute. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que les menaces et l'action de l'impérialisme contre la révolution en Amérique centrale et contre l'Etat ouvrier cubain soient plus pressantes que jamais. Une fois de plus, nous devons être au premier rang de la mobilisation de solidarité.

Tel était dès l'origine le talon d'Achille du Comité international : on ne construit pas une internationale révolutionnaire contre le cours d'une révolution en marche sans être conduit à miser sur la défaite qui justifierait les plus sombres pronostics.

Une méthode sans principe...

Les divergences apparues sur la révolution nicaraguayenne étaient donc profondes et sérieuses. Mais elles ne justifiaient pas à nos yeux la scission dont la Fraction bolchevique

prit l'initiative avec l'appui du COR-QI. La préparation démocratique de notre XI^e Congrès mondial, les structures démocratiques de l'Internationale, offraient le cadre et donnaient tout le temps de poursuivre la discussion, de procéder aux vérifications pratiques, aux corrections nécessaires sans précipitation. Des tendances de sections nationales qui avaient des positions politiques analogues à celles du PST argentin sur le Nicaragua sont d'ailleurs restées dans la IV^e Internationale.

Nous avons, en ce qui nous concerne, toujours accepté les divergences politiques légitimes, aussi longtemps que leur expression demeure sur le terrain du centralisme démocratique. Ce que nous n'avons pas accepté, c'est que Moreno agisse publiquement comme une fraction internationale et intervienne au nom de la IV^e Internationale en Amérique centrale, en dehors des décisions de ses instances et contradictoirement à leur orientation majoritaire. (1)

En constituant le Comité paritaire, vous avez donc pris l'initiative d'une opération de scission contre la IV^e Internationale. Moreno a eu le mérite de rechercher une base principielle à sa démarche. Il a commencé par expliquer que les événements d'août 1979 au Nicaragua avaient le même sens pour la IV^e Internationale et le Secrétariat unifié qu'août 1919 pour la Seconde Internationale ou mars 1933 pour la Troisième.

La démonstration était difficile. Aussi, le soutien donné à une révolution en marche et à sa direction était présenté par vous comme une capitulation devant une force restaurant le capitalisme. Le Comité paritaire tentait de prouver par ce saut périlleux que le révisionnisme n'avait cessé de miner la IV^e Internationale depuis 1952. Pour rétablir un semblant de cohérence, le camarade Moreno était ainsi conduit à mettre entre parenthèses sa participation à la réunification de 1963 et sa présence dans les rangs du Secrétariat unifié quinze ans durant. Quant au camarade Lambert, il jetait du même coup à la poubelle le protocole d'accord de 1976 qui ouvrait les discussions entre le SU et le CORQI, et par lequel les deux organisations se reconnaissaient mutuellement comme des organisations révolutionnaires.

Dès l'origine, nous avons donc défini le Comité paritaire comme un pacte de circonstance entre deux fractions internationales, sans base programmatique substantielle commune, entièrement tourné contre la IV^e In-

ternationale. Vous avez voulu relever ce défi, avec la tenue de la Conférence mondiale ouverte de fin décembre 1980. Il ne s'agissait déjà plus d'une conférence ouverte, mais d'un meeting unitaire entre vos deux fractions. Trois organisations d'Amérique centrale, dont l'OST du Costa-Rica, qui avaient été au centre de la polémique sur le Nicaragua et étaient partie prenante du Comité paritaire dès sa fondation, en étaient exclues sans la moindre explication.

Il s'agissait donc d'une conférence fermée, qui consacra les trois quarts de son temps à flétrir le révisionnisme du Secrétariat unifié et le dernier quart à approuver un document fleuve de refondation programmatique. Ce texte prétendait démontrer l'ampleur et la profondeur de l'accord de principe auquel vous étiez parvenus. Il était censé fournir au Comité international un socle de bronze. Il fut même présenté comme « *le document le plus important depuis le Programme de transition* »!

En revanche, les problèmes actuels de la révolution mondiale et les tâches étaient réduites à la portion congrue. Le socle de bronze aura tenu neuf mois. Il s'est fêlé une première fois à propos du front unique anti-impérialiste, une seconde à propos du mot d'ordre d'Assemblée constituante pour la Pologne. Et il n'a pas résisté à une épreuve aussi banale que l'avènement en France d'un gouvernement Mitterrand-Mauroy (2).

Le Comité international fut donc édifié comme une façade unitaire, dissimulant ce qui demeurait un bloc de fractions. Dans notre intervention à la tribune de la conférence ouverte nous annoncions : « *Nous cherchons à rassembler et unir sur la base du programme trotskyste. Pour cela, nous devons concilier un effort permanent tendant à la pratique d'un centralisme démocratique nécessaire à la cohésion du parti mondial que nous voulons construire, et des dispositions tenant compte de l'étape de construction où nous en sommes. Ainsi nous voulons que l'Internationale et ses instances puissent prendre position à la majorité sur les grandes questions de la lutte de classes. Nous voulons que ces positions soient publiées en tant que telles dans les organes de presse des sections. Au besoin, nous rendons publique l'existence de positions minoritaires. Dans les relations entre les directions internationales et les directions nationales, nous respectons la souveraineté des sections dans les questions de tactique nationale. Ainsi, si des questions de*

1) Sur le Nicaragua, l'aventure de la brigade Simon-Bolivar, et les documents de la scission, la LCR française a publié en janvier 1980 un dossier réalisé par les camarades F. Ollivier et D. Bensaïd qui est toujours disponible.

2) Sur nos désaccords politiques fondamentaux, nous avons publié un article du camarade Mandel dans le numéro un de la revue « IV^e Internationale » (nouvelle série), une critique des thèses de la Conférence mondiale par le camarade Bensaïd dans le numéro 5 de la revue « IV^e Internationale », et notre intervention à la tribune de la Conférence ouverte (supplément à « Inprecor »).

principe ne sont pas en jeu, une position du SU contradictoire à celle de la section n'a pas nécessairement valeur disciplinaire (...).

« Vos dispositions organisationnelles visent, au contraire, au monolithisme et donc aux ruptures et aux explosions administratives. Déjà cette conférence n'est plus une "conférence ouverte", même pas le congrès de fondation d'une organisation internationale sur un programme, mais un conclave de fractions. Vous prétendez faire preuve de prudence dans les formes et le rythme de restauration du centralisme démocratique international, mais déjà vous créez une direction internationale restreinte de seize membres qui aura le pouvoir, à la majorité des trois quarts, d'exclure tout militant ou section, alors que le projet de statut ne précise pas l'usage des droits de tendance et de fraction auxquels il est seulement fait allusion dans les thèses. Le sens de ces dispositions est clair : il permet un fonctionnement hyper-centralisé dès lors que les deux grandes composantes du Comité international sont d'accord, sans laisser de place à l'apparition d'une minorité qui échappe à cette accord, à l'image de ce qui se passe dans les organisations nationales comme l'OCI et le PST.

« Vous prenez le nom de Comité international. Il y a déjà eu une expérience de comité international fonctionnant selon le régime de l'unanimité entrecoupée d'excommunications. Healy, Varga, la section israélienne du CORQI, le départ du POR-Lora bolivien, l'exclusion de Política Obrera d'Argentine ne sont que quelques produits de ce type de fonctionnement qui traite les divergences politiques comme des affaires policières.

« La mise à l'écart de l'OST du Costa-Rica et de l'OSI du Salvador ne fait donc qu'annoncer le sort de bien d'autres au sein du Comité international qui va naître de cette conférence. »

Aujourd'hui, trois mois à peine après l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, Moreno diagnostique une capitulation de l'OCI unifiée devant le front populaire, et il en conclut la nécessité d'ouvrir à Paris un bureau du PST, pour défendre, par-dessus les instances du Comité international, ses propres positions. Et les camarades de l'OCI de crier au loup ! De dénoncer le mépris des structures internationales du Comité international, le manquement au minimum de centralisme ! Mais ce sont les mêmes camarades qui considéreraient normaux et légitimes les agissements de la brigade de Simon-Bolivar, au nom de la IV^e

Internationale, mais dans le dos et contre la volonté de ses directions élues !

Nous avons caractérisé la conférence ouverte comme « un coup porté contre la IV^e Internationale et contre la révolution nicaraguayenne ». Cette caractérisation s'est pleinement vérifiée. La scission organisée par le Comité paritaire a annulé l'effort d'unification, au sein de la IV^e Internationale, des forces se réclamant du trotskysme, dans lequel nous étions sérieusement engagés.

Pour un parti, la base d'existence, c'est le programme. Sur cette base peuvent apparaître des divergences, des désaccords tactiques, qui peuvent et doivent être résolus par la discussion dans le cadre d'un centralisme réellement démocratique. Avant de conclure à la dégénérescence ou à la capitulation d'une organisation révolutionnaire, il faut des preuves historiques probantes. A plus forte raison à l'échelle internationale. Ni Lénine ni Trotsky, ni Rosa Luxemburg n'ont conclu à la faillite définitive de la Seconde Internationale avant 1914 et l'épreuve décisive du 4 août. Pourtant, les indices de dégénérescence parlementariste et pro-impérialiste étaient nombreux. Trotsky a attendu 1933 pour conclure à la faillite de la III^e Internationale. Pourtant, il y avait déjà eu le Comité anglo-russe, la tragédie de la Révolution chinoise, la répression contre l'Opposition de gauche.

Nous devons être d'autant plus prudents et attentifs que nos organisations sont petites et que leurs instruments de mesure de la réalité sont en conséquence moins rapides et précis. En un mois, Moreno et Lambert ont conclu à la faillite du Secrétariat unifié à propos du Nicaragua. En un mois, Moreno a conclu à la capitulation de l'OCI devant Mitterrand. Une organisation politiquement sectaire et fractionnelle dans ses méthodes tend à transformer toute nouvelle divergence tactique, plus ou moins grave, en nouvelle frontière programmatique. Votre sectarisme envers une révolution vivante au Nicaragua est indissolublement lié à votre sectarisme organisationnel et votre conception monolithique du parti. Il y a là toute la logique de la division à l'infini.

La voie de la discussion réelle dans le respect d'une démocratie commune est certainement plus difficile. Elle demande de tous et de chacun plus de responsabilité, de maturité et de patience. Mais, à la longue,

c'est la seule qui permette d'unir et non de disperser, de construire et non de détruire.

... et ses produits

Votre logique fractionnelle est implacable. Le moindre désaccord trace selon vous un fossé définitif entre le trotskysme et le révisionisme. La conférence mondiale du Comité paritaire avait décrété dans ses thèses que les différences qui peuvent exister au sein du SU sont, dans le cadre du révisionisme, « *de même nature que celles qui pouvaient exister entre Bernstein et Kautsky après 1914* », c'est-à-dire, après la capitulation chauvine de la II^e Internationale et les politiques d'union sacrée.

Jusqu'à la veille de la scission du Comité international, Lambert a discuté avec Moreno dans le même langage : « *L'OCI a dit : révisionisme et trotskysme sont incompatibles. C'est pourquoi elle a refusé la réunification de 1963, sans discussion, qui n'avait que cette signification : prétendre que révisionisme et trotskysme peuvent cohabiter. Caractériser (faussement, abusivement) l'OCI comme révisionniste signifierait que vous préparez la scission* (3). »

C'est à présent l'histoire de l'arroseur arrosé. Dans une lettre du 13 juillet, Moreno écrivait déjà à Lambert : « *La politique de l'OCI face au gouvernement Mitterrand est très semblable à celle suivie par Pablo et Posadas face au MNR bolivien, mais avec une différence : ils ne tenaient pas à appeler les choses par leur nom et parlaient d'appui critique. La direction de l'OCI n'ose pas donner un nom à sa politique, mais elle est en train d'apporter un soutien presque total, non critique, à un gouvernement front populiste*. (3) »

François Forgue, qui rapporte les termes de cette lettre, s'indigne : « *Est-ce assez à un dirigeant international expérimenté pour aboutir à une conclusion aussi catégorique et aussi contradictoire (si elle était fondée) avec l'histoire de l'OCI, sa politique d'ensemble telles que le camarade Moreno et le conseil général les ont appréciées*. (3) » Mais n'avez-vous pas appliqué ensemble la même méthode en décrétant que la direction du SWP américain était devenue soudain une direction castriste subordonnée à la bureaucratie soviétique, en contradiction flagrante avec la longue histoire de ce parti et son rôle au premier rang de la mobilisation anti-impérialiste. Il suffit de considérer la position

de soutien des camarades du SWP américain à la révolution politique en Pologne pour prouver le contraire.

Nous avons dit, dès la formation du Comité paritaire, puis du Comité international, qu'ils ne constitueraient qu'une fédération de fractions, unie aussi longtemps que subsisterait le consensus entre fractions, et vouée à l'éclatement dès lors que ce consensus serait rompu. Nous avons dit que les initiateurs du Comité paritaire ne pouvaient tolérer un fonctionnement démocratique international, parce qu'ils ne l'appliquaient pas dans leurs propres organisations nationales, elles-mêmes conçues comme des fractions monolithiques.

Aujourd'hui, le camarade Luis Favre fait mine de s'étonner : « *Nous apprenons qu'il existe deux groupes (deux blocs ?). Deux tendances peut-être ? Mais quand et sur quelles bases se sont-elles formées ? Ne faudrait-il pas qu'elles commencent d'abord par apparaître, par se définir dans la discussion. Pour le camarade Moreno, c'est chose faite. Il y a sans doute un groupe OCI unifiée et un groupe PST argentin. Chacun peut placer un certain nombre de ses hommes dans le camp de l'autre. C'est presque un jeu de bataille navale*. (3) » Mais, entre deux fractions monolithiques, peut-il s'agir d'autre chose que d'une bataille navale ? L'étonnement de Favre ne touche guère par sa sincérité. Car le Comité international, dans sa formation et dans la mise en place de ses instances, n'a pas été autre chose qu'un bloc de deux fractions.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire la dernière proposition mirobolante de Lambert à Moreno, dans une lettre du 16 septembre : « *Dans la mesure où tu déciderais de ne plus séjourner au lieu de résidence du comité exécutif, comme tu l'as fait jusqu'à présent, on pourrait reprendre la proposition que tu m'avais faite antérieurement. Toi et moi nous quitterions le comité exécutif et nous constituerions un secrétariat qui se rencontrerait régulièrement (et souvent)*. (3) » Ce binôme de « parrains » omnipotents n'a plus grand-chose à voir ni avec une direction internationale collective ni avec le centralisme démocratique : à chaque fraction son bonaparte, et le bloc des deux fractions repose en dernière instance sur un marchandage à deux. Les grandes déclarations sur le programme, sur les principes et le reste ne sont là que pour amuser la galerie.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'unification de vos deux fractions au niveau national n'ait guère progressé. Il y a eu unification

3) Toutes les citations sont extraites du « Bulletin international » de discussion publié en novembre 1981 sous la responsabilité de P. Lambert, F. Forgue, Luis Favre, Stéphane Just.

au Venezuela et au Portugal. Dans ces cas, il s'agit plutôt d'une autodissolution et d'une scission du PST compromis dans une escroquerie électorale. Mais ni au Pérou ni au Brésil, les fusions tant de fois annoncées comme exemplaires n'ont eu lieu. Il est vrai que la tâche était ardue, tant il est difficile de surmonter d'un coup de baguette les ravages de politiques sans principe.

Concernant le Pérou, nous disions dans notre intervention à la conférence ouverte : « *En misant sur l'éclatement de l'ARI (4), vous avez dilapidé le capital que représentait l'expérience du FOCEP (5) et ruiné la possibilité de voir naître un parti ouvrier de masse avec Hugo Blanco à sa tête. Vous avez ainsi favorisé les manœuvres électorales de la bourgeoisie, semé la déception dans les rangs ouvriers, facilité la renaissance des politiques de collaboration de classes, au détriment de la politique d'unité et d'indépendance de classe qui pouvait se frayer la voie à travers l'ARI grâce à une ferme position des trotskystes en son sein. Cette politique minable n'a pas été dictée en considération des intérêts objectifs des masses péruviennes, mais strictement en fonction de considérations internes au Comité paritaire et de soucis tactiques envers le SU.* » Sans bilan franc et sérieux de cette politique désastreuse, toute la discussion théorique sur le front uni anti-impérialiste ne pouvait servir entre vous que de polémique codée, au second degré, sans que les enjeux concrets puissent être exprimés en toute clarté.

De la même façon, l'OSI brésilienne a été amenée, pour des raisons de discipline internationale, à un tournant à 180 degrés par rapport à sa politique antérieure sur la question du Parti des travailleurs. Lors de son congrès de 1979, elle considérait encore le PT comme « *un produit du syndicat corporatif, regroupant les bureaucrates jaunes anciens et nouveaux* » et destiné à soutenir « *la dictature pour éviter que l'appareil syndical corporatif soit brisé par les travailleurs* ». Vous avez tenté de mettre l'OSI et la CS (Convergence socialiste) d'accord sur des artifices, sur le principe d'un travail commun dans le PT et sur la perspective d'utiliser le PT comme parapluie pour la présentation de candidatures aux élections de 1982.

Mais cela ne constitue pas une ligne suffisante dans la situation brésilienne. Dans une lettre du 6 septembre à Moreno, Lambert considère d'ailleurs l'intervention dans le PT « *comme la tactique entriste la plus*

classique qui soit si je puis dire. Nous entrons dans une organisation, le PT, qui ne saurait ni de près ni de loin être considérée comme une organisation transitant vers la IV^e Internationale »

(3). Le PT ne « transite » pas vers la IV^e Internationale, c'est un fait, et sa construction ne fait pas l'économie de la construction d'une forte section de la IV^e Internationale. Mais définir le travail dans le PT, que nous voulons construire et développer, comme de l'entrisme classique, au même titre que l'entrisme dans les partis socialistes ou staliniens contre-révolutionnaires, c'est fermer les yeux sur le véritable problème et sa nouveauté : la conquête de l'indépendance politique de classe du prolétariat et la construction d'un parti ouvrier de masse dans les pays semi-coloniaux.

Rien d'étonnant, avec une boussole aussi peu réglée, à ce que Moreno et Lambert se lavent les mains sur le dos de leurs camarades brésiliens, bien près de tomber à leur tour dans la trappe fatale du révisionnisme : « *Pour moi, tant les camarades de l'OSI que de la Convergence socialiste sont en train de capituler devant le front populisme de Lula. Je ne veux pas dans cette lettre te donner les preuves de ce que j'affirme pour ne pas dévier du sujet. Je crois que dans ce processus d'adaptation à l'opportunisme de Lula, l'OSI bat tous les records.* » (3)

Décidément, les dix mois d'existence du Comité international ne sont guère glorieux et le temps est déjà loin où il prétendait que la IV^e Internationale serait reconstruite par ses soins.

Sans dévier d'un pouce : construire la IV^e Internationale

Pour notre part, nous nous contentons de construire la IV^e Internationale, comme nous l'avons répété à la tribune de votre conférence dite ouverte : « *Nous voulons construire la IV^e Internationale comme parti mondial de la révolution prolétarienne ; nous voulons donc construire ses sections partout dans le monde.* » Il ne s'agit pas d'un acte de foi, mais de la conclusion organisationnelle nécessaire de la théorie de la révolution permanente et du Manifeste communiste. Nous partons des intérêts et des besoins du prolétariat à l'échelle in-

4) ARI : Alliance de la gauche révolutionnaire, constituée en 1980 en référence à l'expérience du FOCEP.

5) FOCEP : Front ouvrier paysan et étudiant du Pérou, constitué en 1978.

ternationale, du développement combiné de la révolution mondiale.

Ce développement combiné est aujourd'hui plus visible et plus immédiat que jamais. L'avancée de la révolution en Amérique centrale affaiblit l'ensemble du dispositif impérialiste. L'avancée de la révolution politique en Pologne affaiblit la bureaucratie et inquiète l'impérialisme. Tout militant révolutionnaire en Amérique centrale ressent combien une intervention soviétique en Pologne faciliterait l'accroissement de l'offensive impérialiste contre la révolution au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala. La montée de la lutte des classes dans de nombreux pays capitalistes développés, les victoires électorales du PS en France et du PASOK en Grèce, la montée d'un mouvement de masse contre la politique impérialiste d'austérité et d'armement, pèsent aussi de tout leur poids dans les rapports de forces mondiaux.

Une nouvelle période et de grandes possibilités s'ouvrent pour la construction de la IV^e Internationale. L'initiative scissionniste du Comité paritaire en 1979 a posé de nouveaux obstacles sur cette voie. Nous disions à la tribune de la conférence ouverte : *« En effet, l'unification des forces qui se réclament du trotskysme au sein de la même internationale aurait dû constituer un premier pas important permettant de renforcer la crédibilité et la force d'attraction du trotskysme auprès des courants qui ne manqueront pas de surgir de la crise des organisations réformistes de masse, pour chercher une solution à la crise de direction révolutionnaire à l'échelle nationale et internationale. »*

« Vous avez saboté cette possibilité :

« a) les divergences que nous pouvions avoir sur l'intervention dans le mouvement de masse ont pris une dimension nouvelle à l'épreuve d'une révolution au Nicaragua ;

« b) aujourd'hui, vous ne considérez pas la IV^e Internationale dans son ensemble comme une organisation révolutionnaire fondée sur le programme trotskyste mais comme le regroupement d'un courant ouvertement révisionniste et d'un courant centriste qui "s'il ne rompt pas dans la forme avec certaines formulations trotskystes est néanmoins partie prenante du révisionnisme : il y a de fait une division des tâches entre ces deux nuances, une relation très semblable à celle qui existait entre Bernstein et Kautsky à partir de l'année 1914." Soit après la faillite de la II^e Internationale et son passage définitif du côté de l'ordre bourgeois. Dans ces conditions, comment prendre au sérieux

quelque proposition unitaire de votre part et comment ne pas y voir une pure manœuvre ?

« c) au lieu de partir des grands événements de la lutte des classes internationale et des tâches, comme nous l'avions fait en 1963, vous fondez une nouvelle organisation internationale sur la base du passé, c'est-à-dire d'un accord avec votre histoire politique. Avec une telle méthode, la fondation de toutes les internationales aurait été impossible, de même que toute fusion loyale au niveau national : qui peut se revendiquer de cette continuité au Brésil, au Pérou, en Argentine ?, etc.

« Cette méthode conduit inévitablement à une impasse. Imaginez que Lénine, en 1917, ait demandé à Trotsky, pour rejoindre le parti bolchevik, non un accord sur les tâches de la révolution, mais une autocritique préalable sur ses positions de 1903 ou 1912. Imaginez qu'au Second Congrès de l'IC, on ait demandé aux nouvelles sections, non un accord sur les 21 conditions, mais un accord sur la façon de combattre au sein de la social-démocratie depuis la polémique entre Bernstein et Rosa Luxemburg... Imaginez que, pour fonder la IV^e Internationale, Trotsky s'adressant aux courants centristes du SAP et du RSP, ait exigé d'eux une autocritique et un accord sur l'analyse de l'URSS depuis 1924... Dans chacun des cas c'eut été perpétuer et multiplier les divisions au détriment des tâches de l'heure. »

Nos prédictions ont été plus que vérifiées. Nous affirmions à la tribune de votre conférence ouverte que *« nous ne nous résignons pas pour notre part à la dispersion durable des forces se réclamant du trotskysme »*. Nous n'y sommes toujours pas résignés. Nous partons d'acquis programmatiques dont vous vous réclamez également : ceux des premiers congrès de l'Internationale communiste, ceux de l'Opposition de gauche, du Programme de transition, et de la IV^e Internationale que vous prétendez reconstruire. Mais ces références n'ont de sens qu'à l'épreuve de la pratique. Ce qui nous divise ne relève ni de mauvaise volonté ni d'accidents de l'histoire.

Nous nous sommes trouvés en désaccord avec telle ou telle de vos organisations, non sur des questions de tactique quotidienne, mais sur des épreuves décisives de la lutte de classes : sur des révolutions et sur l'attitude à adopter face à leurs directions. Hier la révolution cubaine ou vietnamienne, aujourd'hui la révolution nicaraguayenne. Nous y voyons le signe que trente années d'existence

séparée (en ce qui concerne les organisations de l'ancien CORQI) ont approfondi des divergences qui n'existaient peut-être pas au moment de la scission de 1952, mais qui se sont par la suite peu à peu cristallisées.

Nous sommes, par ailleurs, en total désaccord avec votre conception du parti et votre interprétation pratique du centralisme démocratique, au niveau national et international. Votre sectarisme organisationnel fait corps avec votre sectarisme politique face aux principaux développements de la révolution mondiale. Construire avec de telles méthodes, c'est construire sur du sable : l'aventure météorique du Comité international aboutit à la cinquième scission internationale en moins de quinze ans pour l'OCI.

Les conditions d'une unification

C'est pourquoi, il ne s'agit pas de faire aujourd'hui comme si de rien n'était, pour revenir à la situation de 1979. La scission dont vous avez pris la responsabilité et l'aventure du Comité international constituent un test et un élément nouveau dont nous devons, les uns et les autres, tenir compte.

Les conditions d'une unification entre nous ne sont pas aujourd'hui réunies. Elle n'est pas à l'ordre du jour. C'est ce que confirment ces deux dernières années. Une fois encore, nous avons eu face à une révolution des attitudes opposées. Quant à vos traditions organisationnelles et vos mœurs maladivement fractionnelles, elles suffisent à nous convaincre qu'une organisation commune n'est pas viable à l'heure actuelle.

C'est d'ailleurs, aussi, votre point de vue, puisque vous nous caractérisez, internationalement et nationalement, comme une organisation révisionniste. Ainsi, lors de votre conseil général de fin mai, Miguel Capa présentait au nom de la direction un bilan de cinq mois d'activité du Comité international. L'une des principales tâches définies par ce rapport, publié dans le numéro 10 de *Correspondance internationale*, est la suivante : « Mener une bataille systématique contre le Secrétariat unifié révisionniste, tout en sachant qu'il est impossible de le détruire car il faudrait pour cela détruire ses racines sociales, et, tant qu'existeront le stalinisme et les appareils contre-révolutionnaires, le SU

y trouvera de quoi s'alimenter. Il s'agit donc d'un combat systématique pour accélérer sa crise. » Vous nous considérez donc comme des appendices du stalinisme et des appareils contre-révolutionnaires. Vous éduquez par là même des milliers de vos militants à l'encontre de toute politique d'unification. Car, si les mots ont un sens, vous ne sauriez prétendre marier l'eau et le feu.

Vous devez tirer publiquement toutes les leçons du passé récent pour extirper les erreurs qui ont été commises. Sans cela toute proposition d'unification, toute idée « d'œuvrer en commun à la construction du parti révolutionnaire », telle que vous le proposez dans votre dernière lettre au bureau politique de la LCR française, ne peut être interprétée que comme une nouvelle manœuvre fractionnelle et une nouvelle expression de votre double langage.

Ce qui est en revanche à l'ordre du jour et pourrait être le point de départ pour établir de nouveaux rapports entre nous, c'est l'unité d'action dans les pays où nous avons des organisations significatives et où le développement de la lutte des classes soumet les marxistes-révolutionnaires à des tests importants : dans la lutte contre l'austérité et la militarisation dans les pays impérialistes, dans le soutien à la révolution en Amérique centrale et dans la Caraïbe, dans la défense de l'Etat ouvrier cubain exposé aux nouvelles menaces d'agression américaines, dans le soutien à la révolution politique en Pologne.

Pour donner à la discussion un fondement concret et restaurer une confiance détruite, une « longue activité commune » constitue, comme le disait Marx, une meilleure préparation que la rédaction à huis clos d'un programme de principe aussi volumineux que les thèses de votre conférence mondiale. A la condition, bien évidemment, que cette activité commune ne se réduise pas à des campagnes propagandistes à deux, mais s'inscrive dans une politique réelle de front unique ouvrier, dans le mouvement de masse, dans les syndicats, dans les mobilisations unitaires larges en rapport avec les grandes tâches de l'heure.

Bureau du Secrétariat unifié
Le 12.11.81

